

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 18

19 février 2016

S o m m a i r e

Règlement grand-ducal du 8 février 2016 déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident	page 598
Protocole à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), conclu à Genève, le 5 juillet 1978 – Adhésion de la Fédération de Russie	599
Convention établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2), point c), du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997 – Ratification de la République de Croatie	599
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international, faite à Rotterdam, le 10 septembre 1998 – Ratification de la Tunisie	599
Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006 – Ratification du Sri Lanka	600
Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au fonds de résolution unique, signé à Bruxelles, le 21 mai 2014 – Ratification du Grand-Duché de Luxembourg et entrée en vigueur – Liste des Etats Parties	600

Règlement grand-ducal du 8 février 2016 déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 158 du Code de la sécurité sociale;

Vu les avis de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des métiers, de la Chambre d'agriculture et de la Chambre de commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les cotisants soumis à l'assurance accident sont répartis en classes de risques pour l'application du système bonus-malus.

Il n'est attribué qu'une classe de risques par cotisant pour l'ensemble de ses activités, l'activité principale étant déterminante pour le classement. Tout nouveau cotisant est tenu de fournir au Centre commun de la sécurité sociale les indications nécessaires pour son classement dans une classe de risques. De même, il doit signaler sans retard tout changement de la nature de l'activité exercée susceptible d'impliquer un reclassement.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'Etat et les communes constituent chacun une classe de risques à part.

Art. 2. Les classes de risques sont:

01	Activités commerciales non classées ailleurs
02	Activités de ménage et de nettoyage
03	Hôtels, restaurants et cafés
04	Education, activités associatives, récréatives, sportives, culturelles et religieuses
05	Santé, action sociale et soins de beauté
06	Assurances, activités financières, informatiques et immobilières, bureaux d'études, prestations de services et médias
07	Activités industrielles non classées ailleurs
08	Travail des métaux, du bois et de matières synthétiques, fabrication, installation, réparation et maintenance de machines, de véhicules automobiles et d'équipements, ateliers de précision
09	Bâtiment, gros œuvres, travaux de toiture, industries extractives
10	Aménagement et parachèvement, équipements techniques du bâtiment
11	Transport terrestre, fluvial, maritime et aérien, manutention et entreposage, distribution de courrier
12	Travail intérimaire
13	Production alimentaire
14	Activités agricoles, viticoles, horticolas, sylvicoles et activités analogues
15	Activités commerciales, artisanales et libérales exercées pour le propre compte
16	Communes
17	Etat

Art. 3. Le taux de cotisation fixé conformément à l'article 149 du Code de la sécurité sociale est multiplié pour chaque cotisant par un facteur bonus-malus déterminé pour l'exercice à venir conformément aux articles qui suivent.

Art. 4. Sont prises en compte pour la détermination du facteur bonus-malus, les prestations de l'assurance accident obligatoire suivantes imputées aux accidents du travail survenus à partir du 1^{er} janvier 2011 et payées pendant la période d'observation allant du 1^{er} avril de l'avant dernière année au 31 mars de l'année précédant l'exercice de son application:

- les prestations en nature, les indemnités pécuniaires ainsi que les rentes complètes dues avant la consolidation ou jusqu'à la date limite de prise en charge du traitement conformément à l'article 126 du Code de la sécurité sociale;
- la première des rentes dues après la consolidation, à savoir la rente complète, la rente professionnelle d'attente ou la rente partielle, à capitaliser jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans à partir du 1^{er} du mois suivant la consolidation;
- les indemnités pour préjudice physiologique et d'agrément, à capitaliser à vie à partir du 1^{er} du mois suivant la consolidation;
- les indemnités pour douleurs physiques et les indemnités pour préjudice esthétique;
- en cas d'accidents du travail mortels, les rentes de survie du conjoint survivant, à capitaliser à vie à partir du 1^{er} du mois du décès et les indemnités pour dommage moral versées aux survivants.

Art. 5. Le facteur bonus-malus est fixé à l'aide du coefficient de charge du cotisant et du coefficient de charge de la classe dont il fait partie.

Par coefficient de charge du cotisant, on entend la fraction définie au numérateur par le montant correspondant au total des prestations pour les accidents du travail d'un cotisant et au dénominateur par le montant correspondant au total des assiettes de cotisation accident d'un cotisant au cours de la période d'observation définie à l'article 4.

Par coefficient de charge d'une classe, on entend la fraction définie au numérateur par le montant correspondant au total des prestations pour les accidents du travail de tous les cotisants d'une même classe et au dénominateur par le montant correspondant au total des assiettes de cotisation accident de tous les cotisants d'une même classe au cours de la période d'observation définie à l'article 4.

Par différence relative en pour-cent on entend la fraction définie au numérateur par la différence entre le coefficient de charge d'un cotisant et le coefficient de charge de la classe dont le cotisant fait partie et au dénominateur par le coefficient de charge de la classe dont le cotisant fait partie, multipliée par 100.

Le facteur bonus-malus d'un cotisant correspond à la valeur:

- 0,9 lorsque la différence relative entre le coefficient de charge du cotisant et le coefficient de charge de la classe dont il fait partie est égale à -100%,
- 1 lorsque la différence relative entre le coefficient de charge du cotisant et le coefficient de charge de la classe dont il fait partie est supérieure à -100% et inférieure ou égale à 0%,
- 1,1 lorsque la différence relative entre le coefficient de charge du cotisant et le coefficient de charge de la classe dont il fait partie est supérieure à 0% et inférieure ou égale à 33%,
- 1,3 lorsque la différence relative entre le coefficient de charge du cotisant et le coefficient de charge de la classe dont il fait partie est supérieure à 33% et inférieure ou égale à 100% et
- 1,5 lorsque la différence relative entre le coefficient de charge du cotisant et le coefficient de charge de la classe dont il fait partie est supérieure à 100%.

Art. 6. Le facteur bonus-malus est à appliquer à partir de l'exercice 2019.

Art. 7. Notre Ministre de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de la Sécurité sociale,
Romain Schneider

Château de Berg, le 8 février 2016.
Henri

Protocole à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), conclu à Genève, le 5 juillet 1978. – Adhésion de la Fédération de Russie.

Il résulte d'une notification du Secrétariat général de l'Organisation des Nations unies qu'en date du 3 février 2016 la Fédération de Russie a adhéré à l'Acte désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 3 mai 2016.

Convention établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2), point c), du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997. – Ratification de la République de Croatie.

Il résulte d'une notification du Secrétariat général du Conseil de l'Europe que, suite à une décision du Conseil de l'Europe datée du 15 janvier 2016 et en accord avec l'Article 3(4) du Traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, la Convention désignée ci-dessus est entrée en vigueur à l'égard de la République de Croatie en date du 1^{er} février 2016.

Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international, faite à Rotterdam, le 10 septembre 1998. – Ratification de la Tunisie.

Il résulte d'une notification du Secrétariat général de l'Organisation des Nations unies qu'en date du 9 février 2016 la Tunisie a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 9 mai 2016, conformément au paragraphe 2 de son article 26.

**Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006. –
Ratification du Sri Lanka.**

Il résulte d'une notification du Secrétariat général de l'Organisation des Nations unies qu'en date du 8 février 2016 le Sri Lanka a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 9 mars 2016, conformément au paragraphe 2 de son article 45.

(Les déclarations et réserves faites par les Etats contractants peuvent être consultées au Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères et européennes.)

**Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au fonds de résolution unique, signé
à Bruxelles, le 21 mai 2014. – Ratification du Grand-Duché de Luxembourg et entrée en vigueur. –
Liste des Etats Parties.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Union européenne qu'en date du 5 février 2016 le Grand-Duché de Luxembourg a ratifié l'Accord désigné ci-dessus, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 conformément à son Article 11, paragraphe 2.

<u>Etats</u>	<u>Liste des Etats liés</u>
	<u>Ratification</u>
Allemagne	28/10/2015
Autriche	17/11/2015
Belgique	27/11/2015
Chypre	14/10/2015
Espagne	15/10/2015
Estonie	25/11/2015
Finlande	13/05/2015
France	19/06/2015
Grèce	04/12/2015
Hongrie	29/12/2015
Irlande	26/11/2015
Italie	30/11/2015
Lettonie	04/12/2014
Lituanie	25/11/2015
Luxembourg	05/02/2016
Malte	30/11/2015
Pays-Bas	11/11/2015
Portugal	23/10/2015
Slovaquie	04/02/2015
Slovénie	25/11/2015

(Les déclarations et réserves faites par les Etats contractants peuvent être consultées au Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères et européennes.)